

RENFORCEMENT DU DIALOGUE PAYS: ROLE DU SECTEUR ONG AU SEIN DU CCM ET DANS LES REGIONS (TUNISIE)

Réunion des ONG locales à Tunis le mercredi 26 février 2014

1. Contexte et résultats attendus

Compte tenu du passage au nouveau modèle de financement, le CCM-Tunisie a programmé dans son plan d'action la réalisation de réunions avec les différents secteurs de ce CCM impliqués dans la lutte contre le sida dont les ONG, les PVVIH et les populations clé (MSM, UDI et TS). Ces réunions s'inscrivent dans les efforts déployés dans le renforcement des capacités de ces secteurs et la consolidation de leur rôle d'intervention en vue d'améliorer le dialogue pays.

Pour le secteur des ONG, le CCM a programmé trois réunions avec des ONG locales actives au niveau de trois grandes régions : Hammamet (13 février 2014), Tunis (26 février 2014) et Sousse (26 mars 2014).

De manière plus spécifique, il était attendu de ces réunions les résultats suivants :

- Améliorer les connaissances des ONG locales sur le Fonds mondial et le CCM-Tunisie.
- Renforcer les capacités des ONG en matière d'intervention au sein du CCM et au niveau des régions dans le cadre de la décentralisation des activités du CCM
- Sensibiliser les ONG sur l'importance de maîtrise en matière de gestion des projets afin de permettre la mobilisation des ressources financières additionnelles.

2. Participants: *(liste détaillée en annexe)*

Quatorze (14) participants représentant les ONG suivantes ont pris part à la réunion :

- les sections de l'association Tunisienne de lutte contre les MST et le sida (ATL/MST-sida) de Tunis et de Bizerte
- le bureau national de l'Association tunisienne des sages femmes (ATSF)
- le bureau national du Croissant rouge tunisien (CRT)
- l'association tunisienne de la santé reproductive (ATSR) par une représentante du bureau national et un représentant de la section de Bizerte
- l'association Tunisienne d'Information et d'Orientation sur le sida et la Toxicomanie (ATIOST) par une représentante du siège et une représentante de Bizerte
- l'association MANARA pour la réduction des risques (usage de drogues injectables)
- l'association tunisienne de prévention de la toxicomanie (ATUPRET) par un représentant du bureau national de Sfax et une représentante de la section de Tunis
- le bureau national de l'association « Jeunesse scolaire » (JS)
- le bureau national de l'association tunisienne de promotion du don de sang (ATPDS)

Se sont absentes de la réunion, les représentants du comité régional de l'Ariana et du comité local de Mourouj du CRT ainsi que la représentante de la section de l'ATSF de Bizerte. En revanche, a pris part à la réunion, une éducatrice paire (EP) des travailleuses du sexe (TS) de Sfax.

3. Déroulement de la réunion et démarche adoptée

La réunion s'est déroulée au local du CCM et a été suivie par M. Mohamed Ridha Baklouti en sa qualité de représentant de celui-ci.

Au début de la séance plénière, le président du CCM (Pr Ridha Kamoun) et son directeur (Dr Ahmed Maamouri), ont pris la parole à tour de rôle pour souhaiter la bienvenue aux participants et apporter des clarifications sur le contexte de la réunion, la composition du CCM, sa mission et le mode de son fonctionnement.

La représentante du secteur des ONG au sein du CCM (Dr Hedia Chaouachi ; ATIOST) a mis l'accent sur l'importance pour les ONG que leur voix soit entendue au sein du CCM et que leurs recommandations prises en compte dans la rédaction de la note conceptuelle qui correspond à la requête de fonds auprès du GFATM dans le cadre du nouveau modèle de financement.

La modératrice de la réunion a présenté un bref aperçu sur la situation épidémiologique du VIH en Tunisie avant de proposer aux participants de se diviser en trois groupes de travail. Chaque groupe s'est penché sur un thème qui a été désagrégé en questions conformément au guide d'animation qui a été préalablement préparé par la modératrice (*guide d'animation en annexe*).

Le tableau suivant présente la répartition des participants en groupes selon les thèmes discutés :

Thèmes	Groupes
<i>Analyse de la situation des ONG locales en matière de lutte contre le sida</i>	Groupe 1 : CRT (bureau national); ATSR Bizerte; MANARA; Jeunesse scolaire Tunis; ATUPRET Tunis
<i>Comment renforcer le dialogue pays</i>	Groupe 2 : ATIOST Tunis; ATUPRET Sfax; ATL Bizerte;
<i>Comment améliorer les compétences /efficacités des ONG locales</i>	Groupe3 : ATIOST Bizerte; ATSF Tunis; ATPDS; ATSR Tunis; EP des TS à Sfax

Pour la présentation des résultats des travaux de groupe, ce sont les participants qui se sont déplacés devant l'affichage de chaque groupe. Les rapporteurs de groupes ont présenté les résultats qui ont été suivis de discussions.

4. Résultats des travaux de groupe

Groupe1 : Analyse de la situation des ONG locales en matière de lutte contre le sida

- Domaines d'intervention des ONG : Toutes les ONG interviennent dans le domaine de lutte contre la toxicomanie et le VIH par l'information, la sensibilisation et la prévention en général. Toutes les ONG à part MANARA travaillent avec la population générale. En plus, le CRT agit auprès des personnes migrantes résidant en Tunisie, ATSR en milieu pénitencier, JS dans le milieu des jeunes scolarisés et jeunes stagiaires et diplômés et ATUPRET intervient auprès des populations clés. MANARA intervient dans la réduction des risques auprès des UDI.

- Les groupes les plus exposés aux risques d'infection à VIH dans la région : les groupes à risque sont les ados et jeunes scolarisés et chômeurs, les employés dans les hôtels (surtout à Bizerte), les ouvriers dans le milieu industriel. Les lieux sont: les lycées, les facultés, collèges, centres de formation, usines, hôtels (Bizerte), et les milieux défavorisés en général. Les comportements à risques sont surtout les rapports sexuels non protégés et l'usage de drogues.

- Accès aux groupes les plus exposés: l'accès est jugé plus ou moins facile selon les groupes. Les participants disent que les groupes sont réceptifs et demandent des services mais la société et l'entourage particulièrement sont stigmatisants. Par exemple: dans les actions d'information et de sensibilisation, dès qu'un jeune touche à un préservatif ou même pose juste une question sur le sida, il est étiqueté comme personne à mœurs légères.

Par ailleurs, quelques difficultés ont été mentionnées par le groupe :

- Pour le suivi des actions, toutes les ONG du groupe disent qu'elles manquent de mécanismes de suivi et évaluation (S&E) et qu'elles ont besoin de renforcement de leurs capacités dans ce domaine;
- les ONG rencontrent des obstacles d'ordre administratif et juridique comme dans le cas d'interventions auprès des UDI
- et elles manquent de coordination avec les structures gouvernementales.

- Identification de catalyseurs et/ou de partenaires dans la société qui aideraient à la lutte contre la stigmatisation, la discrimination, la dissémination de messages positifs de prévention contre le VIH: Pour les participants, les catalyseurs de la lutte contre le sida sont les médias, les ONG travaillant sur les droits humains et les structures gouvernementales malgré la faible coordination actuelle avec elles.

Groupe 2 : Comment renforcer le dialogue pays ?

- Situation de l'ONG locale par rapport à l'ONG mère lorsqu'elle existe (autonomie d'action, coordination, suivi, financement etc.): ATIOST et ATUPRET dépendent de leurs associations mères respectivement. Celles ci assurent le financement et la programmation des activités des sections. La coordination se fait par des réunions périodiques.

- Dialogue avec les acteurs de lutte contre le sida (PNLS, CCM, société civile, les autorités locales, autres partenaires locaux) : les participants de ce groupe se sont accordés sur l'absence de dialogue et de coordination entre les acteurs de lutte contre le sida en général.

- Rapports avec le CCM (partage d'information, participation à des réunions, participation à la prise de décision...) : les participants notent le manque de dialogue et de partage de l'information avec le CCM et disent qu'à l'exception des ONG qui ont des sièges au CCM, les autres ONG ne participent pas à la prise de décision.

- Ce qui devrait être fait pour renforcer le dialogue pays entre les ONG locales d'une part et avec les autres acteurs de lutte contre le sida d'autre part et pour que ce dialogue soit un processus ouvert transparent et participatif: les discussions de ce groupe ont dégagé les propositions suivantes :

- Diffuser et partager l'information par différents moyens de communication : créer un mailing list et un site web pour le partage de l'information
- organiser des ateliers périodiques d'échange entre le CCM et les ONG et aussi entre les ONG elles mêmes
- Identifier un représentant qui représente les ONG à partir de ces ateliers pour participer à la rédaction de la note conceptuelle.
- Se mettre en réseau et identifier un coordinateur;
- trouver le financement nécessaire pour maintenir le réseau.

- Autres propositions permettant aux ONG locales de participer à la riposte contre le VIH depuis la demande de financement jusqu'à la mise en œuvre des activités :

- Le réseau pourrait débiter à partir des ONG qui sont en train de participer au dialogue pays. Il sera décentralisé à travers des comités régionaux. Ces comités régionaux seront en contact avec le représentant du secteur des ONG au sein du CCM

- et trouver le financement nécessaire pour maintenir ce réseau décentralisé (les participants ont insisté sur ce point car selon eux, sans financement, le réseau n'a aucune chance de survivre alors qu'il est très important d'après eux dans le travail avec les populations clés notamment).

Groupe 3: Comment améliorer les compétences /efficacités des ONG locales ?

Dans ce groupe de travail, les interventions qui ont un fort impact sur la réduction de la transmission du VIH et le maintien des individus en vie, en bonne santé et productifs ont été présentées aux participants et il leur a été demandé de : (i) identifier des actions au niveau de ces interventions qui seraient adaptées à la mission de leur ONG ; (ii) formuler leurs besoins pour élaborer un projet dans le cadre du nouveau modèle de financement à partir de ces actions d'une part et pour l'exécution de ces actions d'autre part. Ainsi, les résultats ont été les suivants :

- Le traitement antirétroviral pour les personnes vivant avec le VIH : seule l'ATSR a exprimé son besoin en renforcement des compétences dans le domaine de l'accompagnement des PVVIH pour une meilleure observance du traitement antirétroviral".

- Le conseil et dépistage du VIH : la représentante d'ATSR dit que cette association est prête à mener des actions de sensibilisation pour le dépistage dans des zones reculées et a besoin d'un appui logistique et de formation pour intégrer le dépistage dans les 12 centres de l'ATSR. Il est à noter qu'ATSR est en train de mettre en œuvre un projet de partenariat sur la santé communautaire avec la Direction des Soins de Santé de Base (DSSB) dans six localités reculées du gouvernorat de Tataouine (le projet est financé par la Banque Mondiale).

Pour ATPDS, la promotion du don de sang implique le dépistage obligatoire du VIH et propose d'intervenir dans l'accompagnement des personnes avant et après le don de sang surtout celles qui s'avèrent séropositives. Pour cela, elle a exprimé le besoin d'appui en formation et en ressources humaines.

- La prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME) : la représentante du bureau national d'ATSF a exprimé la volonté de former les sages femmes dans toutes les régions sur la PTME moyennant un appui pour la formation de formatrices. Elle a par ailleurs mentionné les difficultés que l'association rencontre comme l'absence de local. A cet effet, ATUPRET a exprimé dans la séance plénière sa disponibilité à fournir un bureau aux sections d'ATSR dans les régions où ATUPRET est représentée comme Tunis et Sfax.

- Les programmes de communication pour le changement de comportement Toutes les ONG ont exprimé le besoin en renforcement de leurs capacités en communication pour le changement de comportement.

- La prévention intégrée et réponses thérapeutiques ciblant les populations-clés : l'EP des TS à Sfax a exprimé le besoin d'appuyer les TS qui souhaitent arrêter le commerce du sexe par des microprojets générateurs de revenus ainsi que le besoin de former plus d'éducatrices paires des TS.

- Mobilisation de ressources additionnelles et gestion des projets : Toutes les ONG ont besoin d'un renforcement de capacités dans la rédaction de projets et dans la mobilisation de ressources.

En conclusion, la deuxième réunion du secteur des ONG locales s'est tenue à Tunis le mercredi 26 février 2014 au local du CCM. Quatorze (14) représentants d'ONG nationales et locales ont pris part à la réunion dans l'objectif d'identifier des pistes pour le renforcement de leurs capacités d'intervention et l'amélioration du dialogue pays. Il en ressort de cette réunion les principales conclusions suivantes :

- les ONG interviennent auprès de la population générale mais surtout ont accès aux populations clés dont les UDI et les TS,

- les ONG ont mentionné l'attitude négative de la population envers les actions IEC qui touchent à la prévention du VIH

- elles manquent de coordination et d'échange d'informations avec les autres acteurs de lutte contre le sida à l'échelle nationale

- les participants notent le manque de dialogue et de partage de l'information avec le CCM,

- les domaines de renforcement de capacités identifiés par les ONG sont : l'accompagnement des PVVIH pour améliorer l'observance au traitement, la communication, la gestion de projets, la mobilisation de ressources,

Les participants ont proposé par ailleurs :

- ✓ la mise en place d'un réseau en commençant par les ONG qui participent au dialogue pays
- ✓ des réunions périodiques avec le CCM et les responsables nationaux de lutte contre le VIH/sida pour partage d'informations, actualisation des connaissances et briefing des nouveaux membres adhérant aux ONG
- ✓ la création d'un site web pour faciliter le contacts entre acteurs et diffuser l'information.